

ses du gouvernement fédéral sur le seul chapitre de la recherche et du développement, ce qui constitue une augmentation de 6 p. 100 par rapport à l'année précédente.

Le chef de l'opposition, lui qui a proposé cette motion, ne sait peut-être pas que le gouvernement du Canada consacre à la recherche et au développement civils un pourcentage plus élevé du produit intérieur brut du pays que ne le font les États-Unis ou le Royaume-Uni. Nous y consacrons à peu près autant que le Japon et un peu moins que la France et la République fédérale d'Allemagne. C'est dire que, comparativement à nos principaux partenaires commerciaux, nous nous situons dans la bonne moyenne sous le rapport des contributions gouvernementales à la R-D dans le domaine civil.

Il reste néanmoins, et personne ne le sait mieux que les ministériels, que le secteur industriel a mis longtemps à relever le défi de la R-D. Il investit beaucoup moins dans la recherche et le développement que ne le fait ce secteur chez nos principaux partenaires commerciaux. En effet, il ne dépense que l'équivalent de 0,75 p. 100 du produit intérieur brut du Canada sur ce chapitre, tandis qu'en Allemagne, aux États-Unis, au Japon et en Suède, le secteur privé dépense près de 2 p. 100. Voilà le problème que nous devons régler au Canada.

Il est très illogique que l'opposition propose au gouvernement du Canada de supporter tout le fardeau. Nous devons plutôt concevoir des programmes pour attirer la participation de nos partenaires industriels et pour promouvoir la recherche et le développement dans les bons domaines.

Le rôle du gouvernement devrait être de coordonner, de faciliter la tâche et, s'il y a lieu, de mener. Le gouvernement fédéral ne doit pas remplacer la recherche accomplie dans le secteur privé par des projets financés par les contribuables. C'est trop facile. Nous savons que cela ne marche pas. Nous savons que la recherche qui contribue à favoriser la croissance économique et la prospérité du Canada doit être axée sur les besoins de l'industrie et que c'est l'industrie qui doit la diriger et la financer. Nous pouvons aider, mais nous savons, après 20 ans d'expérience, qu'il ne suffit pas de dépenser aveuglément.

C'est pourquoi nous avons tellement mis l'accent dans nos nouveaux programmes sur la collaboration entre le gouvernement du Canada et nos partenaires industriels

Les crédits

pour ce qui est de la R-D. J'ai déjà parlé du Programme des technologies stratégiques et du programme national des réseaux d'excellence, qui sont conçus expressément pour réunir ces partenaires afin de promouvoir le genre de recherche et développement qu'il nous faut. Un de nos problèmes, comme je l'ai mentionné, c'est qu'il n'y a pas au Canada de recherche fondamentale bien dirigée ou de recherche préconcurrentielle qui sont si importantes dans d'autres pays. Nous allons nous y attaquer grâce à certains de ces programmes.

Je pense que les députés seront d'accord pour dire que des encouragements fiscaux généreux ainsi que la promotion de réseaux et d'alliances favoriseront la R-D au Canada, et c'est ce qu'il faut faire.

Bien sûr, madame la Présidente, nous voudrions tous faire beaucoup. Or, il faut se demander ce que le gouvernement du Canada a de mieux à faire, comparativement à d'autres. On ne saurait répondre à cette question aujourd'hui. Peut-être que certains ont la réponse, mais pas moi. Je ne peux répondre à cette question sans tenir compte de la situation financière globale du gouvernement du Canada.

Lorsque, pour chaque dollar de recettes perçues par le gouvernement, nous payons 35c. de frais d'intérêt sur notre dette nationale, notre capacité de dépenser dans le secteur des sciences et de la technologie s'en trouve amoindrie comme tout le reste. Il ne fait aucun doute que nous voudrions tous faire davantage.

Revenons-en à ce que j'ai dit tout à l'heure. Il ne s'agit pas seulement de déterminer l'envergure de la R-D que le pays doit faire. Il faut aussi décider des mesures que nous devons prendre pour devenir compétitifs. Beaucoup de Canadiens croient que les transferts de technologie seront tout aussi importants que la R-D. C'est pourquoi nous devons promouvoir ce genre de collaboration et encourager les entreprises canadiennes à se tenir au courant des technologies mises au point dans d'autres pays et à les introduire au Canada. C'est une des choses que nous essayons de faire. Nous devons absolument collaborer avec l'industrie. Sinon, nous n'aurons pas le genre de R-D dont nous avons besoin.

Contrairement à mes collègues d'en face, je ne crois pas que le problème tienne au fait que la R-D ne représente qu'une petite partie du produit national brut. C'est plutôt un symptôme du problème dont nous devrions chercher la cause au lieu de nous attarder sur un chiffre